

## La frontière des confins ou la limite territoriale entre le Nord-Ouest guatémaltèque et le Chiapas

Carine Chavarochette

« La thèse de la frontière prédestinée ne résiste, en fait, ni à l'étude du passé ni à l'observation du présent. »<sup>1</sup>

### Introduction

Les Indiens ont hérité de la frontière de la conquête puis de celle des Indépendances. « La permanence durant presque trois siècles d'un découpage administratif colonial reprenant largement des coupures précolombiennes majeures, se traduit, au moment de l'écroulement de l'Empire espagnol d'Amérique, par l'émergence d'un réseau de frontières potentielles susceptibles de servir de cadre au morcellement de l'espace impérial en territoires à vocation naturelle. »<sup>2</sup>

Cette civilisation coloniale, éprise de droit et d'écriture, a légué aux générations de l'Indépendance un découpage administratif général, ainsi que le tracé des limites. La définition des frontières nationales s'est par conséquent fondée sur des droits anciens. Dans les pays nouvellement indépendants comme le Guatemala ou le Mexique, les frontières entre ethnies distinctes n'ont jamais été prises en compte ; le tracé de la limite territoriale entre ces deux états est géométrique la plupart du temps, et ne considère aucunement les populations. Le concept de frontière possède de nombreuses facettes et il ne s'agit pas de restreindre notre étude aux seules données géographiques ou politiques.

L'imaginaire construit lui aussi ses barrières : « Les frontières indigènes du naturel et du surnaturel ne sont pas les nôtres »<sup>3</sup>. Elles correspondent à des seuils distincts et jouent de manière différente en possédant souplesse et versatilité.

L'Église catholique en Amérique latine a elle aussi élevé des frontières à l'intérieur et autour de l'imaginaire. Elle a « introduit des cliva-

---

<sup>1</sup> Lucien FEBVRE, *Le Rhin*, Paris, Perrin, 1997, 2<sup>e</sup> édition, p. 236.

<sup>2</sup> Yves SAINT-GEOURS et Jean-Paul DELER, in *Laboratoire Connaissance du Tiers-Monde, Problèmes de frontières dans le Tiers-Monde*, Pluriel, Débat, l'Harmattan, Paris, 1992, p. 175.

<sup>3</sup> Serge GRUZINSKI, *La colonisation de l'imaginaire*, Editions Gallimard, NRF, Paris, 1988, p. 215.

ges, créé des sphères étanches et des partitions qui passent d'autant plus inaperçues qu'elles sont encore les nôtres. »<sup>4</sup> Les frontières culturelles ne peuvent être imposées par le pouvoir étatique, cet exemple en témoigne :

« Ces groupes indigènes ignorent les frontières d'État, ce qui explique en grande partie le relatif bon accueil fait aux réfugiés guatémaltèques par les paysans mexicains du Chiapas lors de la guerre civile qui a ravagé le pays ». <sup>5</sup>

Les études sur le Tabasco et le Campeche ont souligné, à l'inverse, que les populations de ces régions ont témoigné une vive hostilité vis-à-vis des réfugiés, dont l'arrivée est pour elles synonyme de perte de travail.

Il est difficile de déterminer comment les habitants de la frontière Guatemala-Mexique perçoivent d'un point de vue local cette ou ces limites territoriales, et quelles sont les frontières que chacun dresse autour de lui selon les contextes. Par ailleurs, la frontière demeure un espace à conquérir ; l'enjeu se situe entre une limite qui se veut infranchissable et la nécessité de dominer le terrain. L'occupation de l'espace et le degré du développement technologique permettent aux populations en question de pallier les restrictions imposées par la limite dite naturelle. En effet, le niveau technique, technologique et leur développement modifient conjointement la perception qu'ont les communautés de cette notion de barrière :

« C'est ainsi que se consolide l'appréhension des frontières non comme « simple » limite physique, mais comme construction sociale. (...) Le faible contenu de la frontière dans la sphère du matériel paraît être en contraste avec l'existence d'une démarcation claire sur le plan du symbolique. »<sup>6</sup>

La mexicanisation le long de la frontière bouleverse la limite culturelle ; les postes de douane ne soulignent pas le clivage culturel entre les deux régions étudiées. La frontière culturelle est toute différente, et ne se situe pas aux limites imposées par les deux États à leurs populations respectives. Avec l'internationalisation du capital et du travail, les

<sup>4</sup> Jean-Michel SALLMAN (dir.), *Visions indiennes, visions baroques : les métissages de l'inconscient*, PUF, Ethnologie, Paris, 1992, p. 129.

<sup>5</sup> Alain MUSSET, *L'Amérique Centrale et les Antilles, une approche géographique*, Masson, Géographie, Paris, 1994, p. 37.

<sup>6</sup> C. CAILLAVET, X. PACHON (comp.), *Frontera y poblamiento : estudios de historia y antropología de Colombia y Ecuador*, Bogotá, IFEA, IAIC, Universidad de los Andes, 1996, p. 243 et p. 154.

frontières sont devenues fluides. Elles sont ouvertes aux différents flux et ont permis la mobilité d'une main-d'œuvre migratoire. La frontière est alors synonyme de zone d'échanges, peuplée et attractive.

Les différences linguistiques constituent des frontières invisibles, et parfois se confondent avec les frontières d'État. Toutefois, le castillan a beau être à la fois la langue nationale de l'État mexicain et de l'État guatémaltèque, il n'en demeure pas moins une barrière culturelle. En effet, l'hispanisation relative des populations du nord-ouest guatémaltèque ou du Chiapas, ainsi que l'emploi de dialectes propres selon les ethnies ou les villages, expliquent le maintien de cette barrière.

Marginalisée à l'intérieur de son pays, la région du nord-ouest guatémaltèque ne revêt pourtant pas le caractère d'une minorité nationale comme le peuple touareg en Algérie. Sa population est formée de *ladinos* ou d'Indiens de différentes ethnies, comme dans les autres régions du Guatemala et du Mexique. Au Chiapas, même si la résistance indigène est un phénomène qui perdure depuis la conquête espagnole, nous ne pouvons pas qualifier ces groupes de minorités nationales. Même si la région en question abrite de chaque côté de la limite territoriale des populations du groupe linguistique maya, ces dernières ne sont pas en mesure de revendiquer une réunification en vue de constituer un état ou une entité politique autonome. Par ailleurs, des ruptures et des barrières existent à l'intérieur d'un même groupe ethnique. Dans l'ensemble, les Indiens d'Amérique latine subissent souvent les mêmes pressions ou les mêmes expériences. Il s'agirait alors de parler d'une minorité transrégionale et transcontinentale.

### Les différents traités

En 1821, le Mexique et le Guatemala se défont du joug colonial. Le 16 janvier 1822, les négociations du curé Solorzano de Huistan débouchent sur un décret par lequel le Mexique déclare que la province du Chiapas lui est rattachée, alors que certaines familles chiapanèques, les plus puissantes, proposaient la création d'une autre République centraméricaine indépendante. Dans la continuité de cette pensée, le « Plan du Chiapas libre » voit le jour le 26 octobre 1823. Il s'agissait d'affirmer la liberté absolue de décision du Chiapas.

Il faut attendre 1824 pour que la province de Chiapas soit définitivement rattachée au Mexique, alors qu'en même temps l'Assemblée Constituante d'Amérique Centrale rattache par décret le Soconusco au

Guatemala. Le cas du Soconusco<sup>7</sup> s'éclaire seulement avec le traité du 27 septembre 1872, la frontière devient la ligne moyenne du fleuve Suchiate. Seule la signature d'un nouveau traité le 19 mai 1894 clarifie la situation. La région d'Ayutla et ses alentours sont cédés au Guatemala, tandis que celle de Motozintla revient au Mexique. Mais revenons à l'année 1824. Le 12 septembre, un référendum est organisé au Chiapas : 96 899 personnes désirent être rattachées au Mexique, tandis que 60 400 préfèrent être fédérées au Guatemala et 15 724 n'ont pas pris part au vote.

«En conséquence de quoi, bien qu'il y ait effectivement eu une définition [des frontières], les motifs d'aggravation de la dispute ne cessèrent pour autant d'exister, étant donné la répartition des votes obtenus »<sup>8</sup>

Quelques années plus tard, le Guatemala envoie une armée de huit cents hommes à la frontière pour inciter les populations du Soconusco et de Comitán à incorporer définitivement leur territoire à celui du Guatemala. En 1847, date à laquelle ce pays se sépare de la Fédération centraméricaine, les négociations en matière de délimitation territoriale se poursuivent entre le Mexique et le Guatemala :

« La querelle au sujet du Chiapas et du Soconusco se nourrissait de diverses interprétations sur une même question »<sup>9</sup>

La fin du XIXe siècle voit se décanter les querelles territoriales grâce à l'incorporation du Chiapas et du Soconusco à l'État mexicain.

Au pouvoir de 1873 à 1885, le libéral J. Rufino Barrios a tenté de reconstituer autour du Guatemala une nouvelle fédération centraméricaine, afin de contrer les projets de canal interocéanique mis au point par les Anglais et les Nord-américains au Nicaragua. De manière autoritaire, il entreprend de réunir les pays d'Amérique centrale. Barrios désire par ailleurs étendre la frontière agricole de son pays.

L'extrait de source issu du bulletin trimestriel des Archives Historiques de Tuxtla Gutierrez<sup>10</sup> témoigne de la politique du dictateur vis-à-vis du Soconusco. Nous savons que le Guatemala essaye à nouveau de faire valoir ses droits sur le Chiapas et le Soconusco en 1874. Pour l'État mexicain, la région chiapanèque lui appartenait constitutionnel-

<sup>7</sup> Le Soconusco est l'une des neuf régions formant le Chiapas.

<sup>8</sup> G. C. SANDOVAL, *Guatemala relaciones centroamerica-Mexico*, PECA, Publicacion del CIDE, Mexico, 1987, p. 77.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> *Boletín* n°9, febrero-julio 1958, article n°3, pp. 137-142.

lement. Mais les relations diplomatiques entre les deux pays semblaient tendues, empêchant ainsi tout traité définitif au sujet de l'établissement de la frontière.

En 1874, Barrios, alors président de la République guatémaltèque, se rendit dans sa *finca*<sup>11</sup> « El Malacate », située dans le département mexicain du Soconusco. Dans un discours adressé aux autorités politiques de Tapachula, Barrios se présentait comme un ami sincère du Mexique et s'engageait à ne pas mettre en place une politique belliqueuse (c'est-à-dire à ne pas envoyer ses troupes régulières en territoire mexicain). Par ailleurs, il parlait du respect des limites entre les deux pays, même si en 1874 la situation frontalière se trouvait loin d'être clarifiée.

Sa politique étrangère semblait dénuée de toute volonté expansionniste :

« Quels qu'aient été les droits ou titres légaux que le Guatemala pouvait détenir sur le Chiapas en général et le Soconusco en particulier, il croyait que l'honneur et les intérêts des nations exigeaient d'accepter les faits accomplis, et de ne pas revenir en arrière... »<sup>12</sup>

En décembre 1877, le Mexique et le Guatemala arrivèrent à un accord préliminaire au sujet des limites territoriales. Il s'agit de l'accord Vallarta-Uricerte. Les deux pays tentèrent d'incorporer des frontières à leur territoire national. Toutefois, les tensions entre les deux gouvernements se faisaient ressentir. C'est pourquoi, selon G. Castaneda Sandoval<sup>13</sup>, les forces maritimes et terrestres mexicaines organisèrent en septembre 1881 un plan de campagne contre le Guatemala. Cependant, la voie diplomatique paraît une nouvelle fois privilégiée :

« Pour le Mexique, la préoccupation d'avoir un voisin fort sur chaque frontière, [et que] les deux soient en guerre contre lui, existait objectivement... C'est pour cela qu'il chercha, dès lors, à ce que la solution des conflits soit trouvée par voie diplomatique plutôt que par la force, sans toutefois cesser de considérer cette possibilité »<sup>14</sup>

Face à la non-fixation définitive de la frontière, Barrios partit à Washington le 12 décembre 1882. Les États-Unis revêtaient déjà le rôle de l'intermédiaire indispensable. Le 27 du même mois, un traité de limites fut signé entre le Mexique et le Guatemala (il entra en vigueur

---

<sup>11</sup> Grande propriété consacrée à l'élevage ou à la culture (caféière, par exemple).

<sup>12</sup> *In Boletín* n°9, febrero-julio 1958, p. 140.

<sup>13</sup> G. C. SANDOVAL, *op. cit.*, p. 78.

<sup>14</sup> G. C. SANDOVAL, *ibid.*

en 1883). Cet accord soulignait que l'État guatémaltèque renonçait à ses droits sur le Chiapas et le Soconusco, mais les préservait sur le Peten. Par ailleurs, le Guatemala ne devait exiger aucune indemnisation financière, ni même un quelconque type de compensation. Ce traité de 1882 ne suffisait pas à établir définitivement la frontière. J. Rufino Barrios mourut (en 1885) avant d'avoir pu régler ce problème qui lui tenait apparemment à cœur.

En 1890, le Protocole Dieguez-Mariscal déclarait que le Mexique acceptait l'interprétation guatémaltèque du traité de 1882, qui stipulait que la frontière suivait le parallèle de la verticale de Santiago, puis prenait comme limite naturelle la rivière Chixoy (ou Usumacinte). Sous le gouvernement de Barillas (1885-1892), la tension augmenta entre les deux pays limitrophes. Après avoir fait des concessions dans la zone litigieuse (Chiapas et Soconusco), le nouveau président décida d'envoyer quelques soldats en territoire mexicain, afin d'incendier plusieurs *monterias*<sup>15</sup>. Enfin, son successeur Reyna Barrios (1892-1898), sous la pression des États-Unis, accepta de signer le *Convenio de León-Mariscal*, en avril 1895, par lequel son pays reconnaissait que « ... croyant faire usage de ses droits, il avait exercé des actes de souveraineté sur ce territoire. »<sup>16</sup>

### Présentation des deux régions et de leur mode de vie respectif

Au sud et à l'est de la région de Nenton se situe la Sierra de Los Cuchumatanes. Dès la conquête espagnole, cette barrière naturelle a donné à la région de Los Cuchumatanes un statut de « périphérie de la périphérie ». Étant donné la difficulté de pénétrer cette zone, les Espagnols ont établi des frontières mobiles. Ce type de région enclavée a permis aux Indiens de résister davantage aux conquérants, en assurant aussi une certaine permanence de leurs traits socio-culturels. Ce caractère mobile de la frontière perdure à travers les siècles et s'avère le résultat des transformations mentales des communautés. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, face à l'immigration massive des populations *ladinas* du département de Huehuetenango vers les dernières terres vierges guatémaltèques de la zone frontalière, les autorités départementales décident de la création du nouveau *municipio* de Nenton.<sup>17</sup> Une fois de plus, la nécessaire colonisation de l'espace et les

<sup>15</sup> Exploitations de bois.

<sup>16</sup> G. C. SANDOVAL, *op. cit.*, p. 79.

transformations des mentalités ont provoqué le déplacement des limites territoriales.

Par ailleurs, l'inégale maîtrise du territoire colonial, puis celle de l'espace national indépendant, ont permis aux Indiens et aux *ladinos* du nord-ouest guatémaltèque de demeurer en marge du pouvoir central, tant par leur relation avec ce dernier que par leur mode de vie. La région de Nenton comme celle du Chiapas sont toutes deux éloignées de la capitale de leur État.

La mairie à l'intérieur du *municipio* est la forme majeure de l'encadrement administratif public au niveau local. Il est divisé (au Guatemala) en petites unités appelées *aldeas*. Le *municipio* est théoriquement un héritage de l'époque coloniale. Il a dû par la suite composer avec les peuplements et les formes de répartition de la terre. Le *municipio* est aussi une unité administrative au Mexique.

« Normalement, l'indigène se sent lié à son municipe par un sentiment d'appartenance quasi mystique, bien plus fort que celui de faire partie de la République du Guatemala. »<sup>18</sup>

Ce phénomène tend à expliquer le fort attachement des populations indiennes à leur *municipio*, et leur désintérêt vis-à-vis de la nation.

Les traits propres à chaque unité administrative (dialecte, habillement, structures politiques et religieuses, spécialisation dans une activité économique...) sont les bases matérielles permettant un sentiment d'identification ethnique à un groupe, à l'intérieur des limites municipales. La culture indienne est à la fois variée et complexe, mais aussi difficilement saisissable. Elle a emprunté des traits culturels à l'Occident et au christianisme tout en subissant des évolutions internes. L'identité maya n'a jamais été unifiée au Guatemala ou au Chiapas, les ethnies ayant la plupart du temps vécu séparément.

La population indigène a subi du fait de ses contacts avec le monde extérieur (*ladinos*, entrepreneurs capitalistes, travail saisonnier dans les plantations...) des changements, qui ont pu modifier sa vision du monde ou son mode de vie. Mais ces transformations n'ont pas remis en cause son existence. La communauté a seulement évolué au fil du temps.

---

<sup>17</sup> Le chef politique de Huehuetenango cherchait à imposer son autorité sur ce nouveau village, appartenant à une région où le pouvoir central exerçait déjà peu d'influence.

<sup>18</sup> W-G. LOVELL, *Conquista y cambio cultural*, CIRMA, Antigua, 1990, p. 17.

Les Chamulas comme les ethnies du *municipio* de Nenton (Chuj, ou Canjobal par exemple) partent travailler chaque année dans les plantations caféières du Soconusco. Ils entretiennent par conséquent des relations économiques hors de leur groupe, c'est-à-dire avec des centres de production et de consommation non indiens. Par ailleurs, les différents contacts engagés (entre communautés distinctes ou avec des *ladinos*) nécessitent une connaissance minimum de la langue espagnole.

Divers traits culturels unissent les populations du nord-ouest du Guatemala et celles du Chiapas. Les communautés Tojolabales chiapanèques appartiennent, par exemple, au groupe maya, dont la langue est proche des Chujes du Guatemala. Par ailleurs, dans la Sierra Madre orientale et le Soconusco de l'époque post-coloniale, différents groupes parlent le mam guatémaltèque.

Toutefois, même si le *municipio* intègre en partie la communauté dans les structures politico-administratives imposées par les autorités nationales, il ne peut réellement fixer l'influence du pouvoir central sur ces populations. L'administration d'un gouvernement centralisé doit contrôler la population et essentiellement les Indiens :

« Aux échelons supérieurs de la hiérarchie administrative, créoles puis *ladinos* règnent sans partage, mais au niveau local les diverses autorités *ladinas* contrôlées directement par le pouvoir central utilisent un certain nombre d'instances indigènes issues directement du groupe indien ou organisées par le gouvernement central lui-même. »<sup>19</sup>

Tout au long du XIXe siècle et lors de la première moitié du XXe siècle, le pouvoir municipal *ladino* a permis, tant au Chiapas qu'à Nenton, le processus de privatisation des terres. Les non indigènes ont usé de leurs prérogatives pour appauvrir les communautés indiennes, en usurpant leurs terrains. À l'époque de ces *denuncios de tierras baldías*, le gouvernement central ne contrôlait pas ces régions. L'exemple de Nenton en témoigne : le *finquero* Gustavo Kanter bénéficia de centaines d'hectares de terres, en ne possédant aucun titre légal. De la même façon, A. Garcia de León met en évidence dans son travail d'investigation que

---

<sup>19</sup> N. et M. DEMYK, in C. BATAILLON, *État, pouvoir et espace dans le Tiers Monde*, I.E.D.E.S., Collection Tiers Monde, PUF, 1977, Paris, p. 91.

« le Ministère de l'Intérieur faisait remarquer pour sa part que toutes les propriétés n'avaient pas été légalement enregistrées et protestait contre une légalisation autonome et sauvage au Chiapas. »<sup>20</sup>

À Nenton jusqu'en 1993, le pouvoir municipal était entre les mains des *ladinos* majoritaires au village, alors que les *aldeas* du *municipio* étaient de peuplement indien. Les non indigènes de Nenton gardaient jalousement ce pouvoir municipal, afin de faire valoir leurs intérêts particuliers, notamment ceux relatifs à la propriété de la terre. Mais le 15 janvier 1993, le nouvel *alcalde* élu de la *cabecera*<sup>21</sup> était indien. Silverio Chum répondit alors aux revendications des *aldeas* et facilita le recouvrement des terres par les communautés.

En ce qui concerne le Chiapas,

« [son] retard chronique remonte à l'époque lointaine où la région devint périphérique et, inévitablement, exportatrice de cacao, indigo, cochenille, sucre, blé et cuir. L'éloignement de Mexico et l'absence de mines favorisaient cette marginalisation. »<sup>22</sup>

Au sein du Mexique, la région du Chiapas présente une spécificité, des particularités et cela depuis la colonisation espagnole. Au XXe siècle, les Chiapanèques semblent connaître davantage l'Amérique centrale que le Mexique. Dans la première partie de ce siècle, la monnaie d'échange sur les marchés villageois du Chiapas demeure la semence de cacao (coutume préhispanique) et la monnaie guatémaltèque appelée le *cachuco*.

Un esprit particulier persiste dans cette zone. Lors de la révolution mexicaine de 1910, les rapports humains entre les grands propriétaires terriens *criollos* ou riches *ladinos* et leurs paysans indiens ou métis pauvres étaient encore régis par des principes et des codes de conduite ancestraux. Les propriétaires terriens du Chiapas étaient considérés par leurs homologues entrepreneurs du nord du Mexique comme des latifundistes indigents. La population chiapanèque confirma son retard, plus comparable en cela aux autres pays d'Amérique centrale qu'au Mexique.

Les *finqueros* révoltés ne s'opposaient pas uniquement aux troupes carrancistes, mais aussi à toute personne qui tentait de remettre en

---

<sup>20</sup> A. GARCIA DE LEON, *Du millénarisme au mouvement ouvrier, le Chiapas et la révolution mexicaine*, Université Paris I, Paris, 1981, p. 137.

<sup>21</sup> Chef lieu du *municipio*.

<sup>22</sup> A. GARCIA DE LEON, *op.cit.*, p. 44.

cause leur manière de vivre. Le gouvernement de Carranza promulgua, le 30 octobre 1914, la loi des ouvriers qui décréait la suppression de la servitude pour dettes, établissait la journée de travail de dix heures et un salaire minimum rémunéré en argent comptant par région, et réglémentait le métayage. Les forces régulières carrancistes parcouraient les villages du Chiapas pour annoncer cette nouvelle. Dès lors, certains Indiens, notamment des Tzeltales et des Tzotziles, s'enrôlèrent dans ces troupes, tandis que d'autres soutenaient les *mapaches*, rebelles *finqueros* opposés à Carranza, et partisans de Villa. Toutefois, les insoumis s'inscrivaient dans la continuité d'une tradition locale de résistance au pouvoir central.<sup>23</sup> L'Acte de Cangui (en réponse à la loi des ouvriers) s'insurgeait contre le vandalisme des troupes fédérales, mais désirait aussi souligner la souveraineté du Chiapas.

Cependant, le Chiapas ne formait pas un ensemble homogène. La région de Tuxtla et les vallées de Cintala et de Jiquipilas étaient aux mains de l'armée carranciste, tandis que la vallée de Chiapas, la région de Comitán et celles proches de la frontière guatémaltèque abritaient de nombreuses troupes rebelles. Lorsqu'Alvarado, en 1920, quitta le Yucatán pour pacifier les insoumis chiapanèques, il déclara que les rebelles s'étaient réfugiés au nord-ouest du Guatemala. Le spectre de la réforme agraire devenait le nouvel ennemi à combattre. Au début des années vingt, T. Fernandez Ruiz conclut un accord tacite avec Obregón, le nouveau dirigeant mexicain. L'ancien rebelle *mapache* émit en 1921 la première Loi Agraire de la révolution mexicaine au Chiapas. Cette loi, comme celles qui l'avaient précédée, représentait bien les intérêts de la famille chiapanèque, intérêts dès lors acceptés par les anciens révolutionnaires désormais au pouvoir ; la continuité des formes de vie traditionnelles était donc garantie. Le pouvoir politique sur la région demeurait entre les mains de la famille chiapanèque. La réforme agraire<sup>24</sup> fut peu appliquée dans cette région ; les *finqueros* continuaient à se conduire comme des seigneurs féodaux envers leurs paysans endettés ou soumis.

Mais, la majeure partie de l'application de la réforme agraire se réalisa en 1939 :

---

<sup>23</sup> À la même époque, les *finqueros* du *municipio* de Nenton étaient eux aussi opposés au pouvoir central, mais d'une manière différente. Ces derniers désiraient contrôler le *municipio* de Nenton et ses populations.

<sup>24</sup> Soulignons que la réforme agraire d'Arbenz, au Guatemala dans les années cinquante, ne fut pas non plus appliquée dans le *municipio* de Nenton.

« Aujourd'hui encore, en dépit de la spectaculaire mais partielle répartition de 1939, la plupart des terres et le contrôle de la production du café dans le Soconusco sont aux mains des mêmes familles. »<sup>25</sup>

« Ainsi la *finca* d'élevage traditionnelle s'étendit très souvent sur des terres abandonnées ou dévora de petits hameaux communautaires sans les digérer totalement. La communauté réapparaissait alors comme une petite « république d'indiens » au sein de la *finca*, contaminant avec ses mythes et ses liens de parenté l'univers de la servitude agraire. »<sup>26</sup>

Cependant, il ne faut pas envisager la *finca* de façon manichéenne. La contradiction constante entre le monde *ladino* et le monde indigène n'est pas singulière. Dans certaines régions, une relative complémentarité existe entre la *finca* et le village. Ce dernier en tant que réservoir de main d'oeuvre, permet l'existence de ce type de propriété, et réciproquement la grande exploitation assure au village sa survie. La *finca* revêt un caractère de fief féodal à l'intérieur, et d'entreprise mercantile à l'extérieur. Effectivement, le *finquero* est le maître absolu de la famille au sens large (suivant la règle propre aux éleveurs). C'est pourquoi certains *mozos colonos*<sup>27</sup> défendent corps et âme leur maître et son domaine, au moment de la révolution mexicaine par exemple. Le *finquero* a développé un pouvoir autonome dans une région où la législation nationale s'est imposée difficilement. L'Union Régionale d'Éleveurs du Chiapas (l'U.R.G.), créée en 1935, a obtenu dans les années quarante des titres de propriété non affectés par la réforme agraire ainsi que l'autorisation, par exemple de porter des armes à feu et d'organiser des gardes blanches légales.

L'histoire de la *finca* est souvent celle du Chiapas ou d'une partie du *municipio* de Nenton (quelques communautés indiennes ont pu échapper en partie à ce style de vie en cultivant leur propre lopin de terre, ou en travaillant temporairement dans les plantations). Au moins jusqu'en 1940, ce type de propriété explique l'histoire politique et économique des deux régions étudiées.

La *finca* chiapanèque ou guatémaltèque offre un style de vie particulier. Le maître du domaine ou *finquero* gère à la fois ses cultures ou son élevage et ses travailleurs, ainsi que leurs familles. Le Chiapas sous

<sup>25</sup> A. GARCIA DE LEON, *op. cit.*, p. 442.

<sup>26</sup> *Idem.*, p. 99.

<sup>27</sup> Résidant permanent sur un grand domaine à qui le propriétaire attribue une petite parcelle pour la subsistance de sa famille et en contrepartie d'une certaine quantité de travail.

Diaz revêt les traits d'une immense *finca*. En effet, certains *finqueros* chiapanèques sont devenus gouverneurs de l'état du Chiapas, et l'ont administré de la même façon qu'une plantation. Tout au long du XIXe siècle, une série de guerres entre *fincas* sévit au Chiapas. Parfois cet affrontement dégénère en conflit frontalier (puisque les propriétés s'étendent de chaque côté de la frontière).

Le *finquero* Kanter, dans sa propriété de Chacula (au nord du village de Nenton), a reproduit ce schéma qui semble être hérité de l'Espagne médiévale. Les mythes européens ont traversé l'Atlantique et certains, tels ceux liés à l'élevage, ont perduré à travers les siècles. Le vieux féodalisme européen a été reproduit en partie ; le propriétaire-éleveur dirige tout, les *mozos colonos* lui appartiennent et il a droit de vie et de mort sur toutes les populations habitant sur son domaine. Ce microcosme vit très souvent en autarcie. G. Kanter décida de s'établir dans le *municipio* de Nenton, à la frontière entre les deux pays. Il obtint de Barrios, au début des années 1860, la concession de centaines de *caballerías* de terres nationales dans cette zone. Grâce au président guatémaltèque, le *finquero* Kanter put ainsi devenir un latifundiste ; mais aussi, par la privatisation de la frontière, il fut permis à cet homme de commercer librement avec le Chiapas.

Dans le *municipio* de Nenton, nous pouvons constater que ce type de propriété ignore souvent l'autorité municipale. Il est difficile par conséquent pour la *cabecera* d'exercer un contrôle sur ces travailleurs dont elle est coupée.

Parallèlement au phénomène du latifundium, la propriété communautaire de la terre est menacée. J. Rufino Barrios au Guatemala développe le processus d'appropriation privée des terres indigènes. L'État mexicain a lui aussi recouru à ce procédé. Il a pu de cette manière favoriser les grandes familles proches du pouvoir politique, ou la classe dominante liée au secteur de l'agroexportation. Les populations indiennes et *ladinas* pauvres ont été spoliées par la famille chiapanèque. Cette quête assoiffée de terres relance le problème de leur délimitation entre le Mexique et le Guatemala. La croissance de la famille chiapanèque fut si importante qu'elle réactiva la polémique territoriale avec le Guatemala, au sujet des limites imprécises et encore non fixées.

Nous avons vu précédemment que les mêmes personnes possèdent des terres de chaque côté de la frontière. Ainsi la famille Kanter, à qui le gouvernement mexicain lui-même a proposé, à la fin du XIXe siècle, plusieurs dizaines de *caballerías*, afin que le patriarche Gustavo puisse agrandir ses possessions. D'autres familles mexicaines sont propriétai-

res de terrains dans la région de Nenton : les Guillén, Aranda, Fernandez ou encore les Ruiz. Notons que ces noms de familles apparaissent parmi ceux des rebelles *finqueros* chiapanèques de la révolution mexicaine.

Face à cette croissance de *denuncios de tierras baldías*, le Ministère des Affaires Étrangères mexicain demande au gouvernement du Chiapas de ne plus procéder à de nouvelles répartitions de terres en friche tant que les limites avec le Guatemala voisin ne sont pas fixées définitivement. Mais nous ne savons pas pour le moment si les autorités politiques chiapanèques ont suivi les instructions du gouvernement central.

Durant la révolution mexicaine, cette zone frontalière est souvent un lieu de refuge ou de trafic d'armes.

Rosendo Marquez est un ex-officier de l'armée mexicaine, exilé à Ayutla (Guatemala) en novembre 1914. Il témoigne de la fonction de la frontière :

« Mon voyage à la frontière du Guatemala a pour objet de préparer un mouvement armé avec des partisans de la cause défendue par le général Francisco Villa et de détruire le carrancisme à Chiapas... »<sup>28</sup>

La région voisine guatémaltèque sert de repli stratégique pour les luttes armées. Nous ne connaissons malheureusement pas l'attitude des autorités guatémaltèques face aux nombreuses troupes rebelles venues se réfugier dans cette région avant de reprendre le combat. Il s'agirait de savoir si les pouvoirs locaux du *municipio* de Nenton suivent la politique du Chef de l'État. Nous pouvons nous demander si une certaine anarchie ne règne pas dans la région étudiée et si les *finqueros* guatémaltèques ne se permettent pas d'agir uniquement au nom de leur propre intérêt.

Par ailleurs, la zone frontalière étudiée est le lieu d'un trafic important de bétail. Les troupes rebelles chiapanèques récupèrent le cheptel des *fincas* dévastées ou abandonnées, et soit le vendent à Huehuetenango, soit l'échangent directement contre des armes « ... grâce aux contacts avec le dictateur guatémaltèque. »<sup>29</sup>

Le pacificateur du Chiapas Alvarado est lui aussi accusé à la fin des années 1910 de trafic de bétail (bêtes dérobées aux propriétés dévastées) au Mexique mais aussi au Guatemala, ce qui nous laisse penser une fois de plus que la limite territoriale entre les deux pays est artificielle. Ces régions étant le théâtre d'un élevage souvent intensif, le

<sup>28</sup> A. GARCIA DE LEON, *op.cit.*, p. 267.

<sup>29</sup> *Op. cit.*, p. 283.

trafic de bétail s'est accru tout au long de la révolution mexicaine (monnaie d'échange contre l'obtention d'armes ou de vivres, mais aussi nourriture immédiate). Le vol de troupeaux est surtout fréquent dans les régions du Haut Grijalva et des plateaux de Comitán.

Gustavo Kanter, le *finquero* guatémaltèque, possesseur de terres mexicaines et guatémaltèques, semble à l'inverse vendre au Chiapas son cheptel habitué aux pâturages du *municipio* de Nenton. La possession de nombreux hectares de terres de chaque côté de la limite frontalière lui permet de contrôler cette zone. À la *finca* Chacula, il développe un élevage, de chevaux et de mules essentiellement. En 1910, le nom de cet homme disparaît des archives guatémaltèques. Le *municipio* de Nenton possède lui aussi ses légendes, et l'une d'entre elles concerne cet homme. L'histoire raconte que, poursuivi par l'armée mexicaine, G. Kanter, accompagné de dix mules chargées d'or, s'est jeté avec sa fortune dans « *el hoyo de Cimaron* », un gouffre d'environ deux cents mètres de profondeur, dans la Sierra de los Cuchumatanes, au nord-est du *municipio*, pour mettre fin aux poursuites. Nous supposons par conséquent qu'il a pu échanger ses animaux, mais peut-être aussi des armes, et ce facilement, puisque le passage de la frontière sur ses terres n'était guère entravé par un quelconque contrôle gouvernemental.

Par ailleurs, les archives guatémaltèques ne livrent guère de renseignements sur la disparition de Kanter. Il est seulement stipulé que cet homme a abandonné le pays à la suite de différents problèmes l'opposant aux autorités guatémaltèques. Il semblerait avoir fui au Mexique avec quelque chose appartenant au patrimoine du Guatemala, mais les sources de l'Archivo General de Centroamérica (AGCA) ne mentionnent pas ce qu'il en est exactement. Ses descendants ont continué de vivre sur le sol guatémaltèque (toujours d'après les archives) au moins jusqu'en 1951. Par ailleurs, nous savons qu'en 1996 encore, un *finquero*, chiapanèque cette fois, du nom de Kanter, habitait près de la ville de Comitán.

## La vie frontalière

Depuis le XVIIIe siècle, les plantations de café du Soconusco proposent un emploi saisonnier aux populations de los Altos de Chiapas, mais aussi à celles du nord-ouest du Guatemala (dépourvues de ressources et dans l'obligation d'émigrer temporairement). Le Soconusco est une région frontalière riche et stratégique, mais où la main-d'oeuvre

disponible est numériquement faible. Dans les *fincas* caféières de cette région, les populations chiapanèques et celles du *municipio* de Nenton entrent en contact. Les communautés peuvent établir de nouvelles relations au-delà des étroites limites paroissiales. Par ailleurs, les relations entre les populations de l'État mexicain et celle de l'État guatémaltèque ont toujours été nombreuses depuis l'Indépendance. Le dépouillement des sources guatémaltèques a fait ressortir que des personnes du *municipio* de Nenton avaient un négoce au Chiapas, mais résidaient dans une *aldea* guatémaltèque. De plus, les liens familiaux entre les populations des deux pays sont importants.

La région de Nenton, de par son enclavement, est tournée économiquement vers le Chiapas. L'acheminement des denrées ou de tout autre produit est fort difficile en direction des grands centres économiques du Guatemala, alors qu'il est plus aisé vers Comitán ou San Cristobal de Las Casas. En 1950, par exemple, le *municipio* de Nenton importait des selles et des harnais pour chevaux, des nattes fines (*petate*) ou encore du tabac. Quant aux postes douaniers, les archives de l'A.G.C.A. à Guatemala Ciudad ne mentionnent leur existence qu'en 1920, et soulignent qu'à la même époque cette région voit éclore de nombreux trafics, comme celui de l'alcool.<sup>30</sup> Selon l'*alcalde* de Nenton, Domingo Miguel<sup>31</sup>, les habitants de son *municipio* ne peuvent, en 1995, commercer légalement avec le Chiapas. Seuls les habitants de Huehuetenango sont habilités au négoce avec l'État voisin. Mais la réalité paraît toute différente. En effet, le rapport réalisé par l'Organisation Non Gouvernementale Vétérinaires Sans Frontières Espagne, en octobre 1992, mentionne que diverses *aldeas* et *fincas* du *municipio* entretiennent des relations commerciales avec le Mexique. Il est stipulé que cinquante familles sur un total de trois cents à Gracias a Dios participent à ces échanges (la majeure partie des relations commerciales s'effectuant à partir de cette *aldea*).

Un autre épisode souligne les liens existant entre ces deux régions. Dans les années trente, l'immigration au Mexique s'est avérée nécessaire. En effet, les terres de Nenton étaient stériles à cette période, ce qui obligeait les paysans à ensemençer sur le territoire chiapanèque. L'État mexicain mettait gratuitement un terrain à la disposition de cette population. Quelques années plus tard, les autorités municipales de Nenton changèrent de politique. Face à l'émigration massive de ses

---

<sup>30</sup> Particularité propre aux zones frontalières peu contrôlées.

<sup>31</sup> Interview du 21 février 1995.

habitants, la municipalité décida d'exproprier le propriétaire d'une *fincas*, afin de contenir les mouvements de population et d'atténuer la famine.

Tout au long de ces siècles, les populations indiennes et *ladinas* pauvres ont fait s'interpénétrer les diverses religions qui s'offraient à elles. À l'heure actuelle, ce que nous pouvons nommer la religion des mayas est pluraliste. En effet, elle propose quatre pratiques et quatre idées distinctes. Il s'agit du culte catholique *costumbrista* à l'intérieur des *cofradías*, de l'orthodoxie catholique réformée de l'Action catholique ou celle liée à la Théologie de la Libération, de la religion des Églises ou des sectes protestantes, ou enfin celle perpétuée par les chamanes, imprégnée de mystère et imperméable à l'entendement occidental. Le rôle et le poids de cette dernière forme de dévotion varient d'une communauté à l'autre.

Le syncrétisme religieux est davantage perceptible ; il se développe depuis la colonisation. Dans son récit de vie (recueilli par Ricardo Pozas)<sup>32</sup>, l'Indien tzotzil Juan Pérez Jolote nous conte :

« Celui-là, c'est le patron de l'église : il s'appelle Saint Jean l'Évangéliste. Il a été le premier à cultiver le maïs. Ce fut le premier homme. Il naquit avant Jésus Christ. Il pria dans les montagnes, sur les collines et dans les ravins pour enseigner aux hommes à vivre comme on vit aujourd'hui. »

La différenciation religieuse contribue à redéfinir l'ethnicité plutôt qu'à la détruire. La religion issue des *cofradías*, de par son fonctionnement et les barrières qu'elle impose, a orienté certains de ses membres vers les sectes pentecôtistes et autres. Les charges honorifiques des confréries, par exemple, coûtent cher à ceux qui sont désignés pour les assurer. Ce sont eux qui doivent régler, entre autres, les dizaines de bouteilles d'eau de vie bues au cours de la fête. Ce facteur pécuniaire inhérent à la pratique religieuse de la *costumbre* a entraîné la conversion de nombreuses personnes du *municipio* de Nenton au protestantisme des sectes nord-américaines<sup>33</sup>. En effet, ces églises ne demandent

<sup>32</sup> Juan Pérez Jolote, *Tzotzi*, (Mexico, 1952), La Découverte, F. Maspero, Paris, 1973 pour la traduction française, pp. 84-85.

<sup>33</sup> Le protestantisme s'est implanté au Guatemala dans les années 1880, et les sectes nord-américaines sont arrivées progressivement à partir de 1950. Les années soixante ont vu s'établir un protestantisme fondamentaliste financé par les multinationales nord-américaines. Ces sectes véhiculent l'idéologie de la guerre froide et l'anticommunisme des États-Unis.

pas à leurs fidèles de participer aux frais des fêtes ou des célébrations religieuses, mais leur offrent de la nourriture, afin que les populations de la région étudiée ne souffrent pas de la faim.

L'adhésion aux principes évangélistes peut être un moyen de rompre avec le passé ainsi qu'une façon de briser les liens traditionnels. Par son opposition aux rites mayas mais aussi au catholicisme, les églises évangélistes donnent l'impression aux nouveaux convertis d'entrer dans le monde moderne (les projections vidéos participent à cette illusion). Mais l'acculturation provoquée par l'implantation de ces sectes est sans doute plus profonde que celle mise en place par l'Église catholique.

La mondialisation de la fin du XXe siècle permet la croissance et l'enracinement de ce type d'église. Même si individuellement, le paysan indien vit mieux (déchargé des contraintes de sa religion traditionnelle ou grâce à l'aide alimentaire apportée par ces sectes), les églises évangélistes mettent en péril la cohésion et la survie même de la communauté<sup>34</sup>. Dans Los Altos de Chiapas, les conflits religieux ont pris des dimensions violentes et, dans le *municipio* de Nenton les fidèles du pentecôtisme s'opposent quotidiennement aux catholiques. De nouvelles barrières se sont mises en place au niveau individuel. Les missionnaires évangélistes séparent les individus de leur communauté, de leur famille ou amis, si ces derniers ne sont pas eux aussi convertis. Certaines pratiques culturelles sont elles aussi bannies.

Ces nouvelles églises tendent à se substituer aux anciens liens de solidarité, fragilisés, mais aussi à remettre en question l'entraide spécifique et historique sur laquelle reposait la vie des populations que nous étudions. Leur présence ne cesse de croître dans la vie quotidienne des fidèles, au point de régir l'ensemble de leur existence (éducation, travail...). Une « déséthnisation » est peut-être en cours de réalisation au Guatemala.

---

<sup>34</sup> Le phénomène des sectes concerne aussi bien les zones urbaines que les campagnes, les milieux aisés comme les déshérités.

## Conclusion

À ce stade de la recherche, il est difficile de différencier exactement les ressemblances des particularismes. Le Chiapas comme les régions du nord-ouest guatémaltèque ne forment pas un ensemble homogène.

Le Chiapas est un territoire complexe qui dispose d'espaces économiques variés (cultures vivrières, bois, pétrole, barrage hydroélectrique...). Comme l'écrit A. García León :

« C'est la persistance de la communauté agraire, de la servitude rurale, du latifundium manifeste ou dissimulé, de la lutte parfois silencieuse et larvée pour la terre, c'est l'environnement social des Indiens, l'apparent inachèvement des choses et des images, la répétition d'une espèce de western : celui de l'accumulation primitive et permanente. »<sup>35</sup>

Toutefois, la région chiapanèque demeure économiquement plus diversifiée et exerce un pouvoir attractif fort sur le nord-ouest guatémaltèque.

Comme nous venons de le voir, les liens entre ces deux régions frontalières sont certains, même si les différences historiques et géostratégiques entre le Mexique et le Guatemala sont importantes, même si le concept d'État-Nation n'est pas encore viable pour le Guatemala.

Jusqu'à une date récente, les autorités guatémaltèques n'ont géré qu'en partie la frontière les séparant de l'État mexicain. La répression militaire au Guatemala des années 1975-1985, le mouvement zapatiste chiapanèque de la décennie quatre-vingt-dix, ainsi que la croissance de l'immigration centre-américaine vers le Mexique et les États-Unis, ont accentué le contrôle étatique le long de la limite frontalière. Avec l'entrée en vigueur de l'ALENA<sup>36</sup>, la frontière sud du Mexique est devenu la zone de contact avec les pays centre-américains, et avec une certaine latinité. La limite territoriale devient à la fois une zone d'échange et de rupture.

Parallèlement, la mobilité de la frontière s'est accentuée. Les postes de contrôle douaniers par exemple, ne s'établissent pas dans tous les cas le long de la limite définie entre les deux États, mais selon les circonstances et les besoins, davantage à l'intérieur du Mexique ou du Guatemala. La démarcation de la frontière s'affirme de plus en plus.

La frontière politique n'a pris aucunement en compte les données socio-culturelles du terrain. Dans les pratiques et l'imaginaire des po-

<sup>35</sup> A. GARCIA DE LEON, *op. cit.*, p. 5.

<sup>36</sup> Accord de Libre Échange Nord-Américain.

pulations de cette région, la frontière paraît artificielle. Jusqu'aux années 1910 (au moins), les *finqueros* du nord-ouest guatémaltèque ou du Chiapas, parce qu'ils possédaient des terres de chaque côté de la limite frontalière, ont supprimé les terrains des espaces nationaux. Les grands propriétaires ont usé de cette situation pour se livrer à des trafics en tout genre et accroître la contrebande. Ils l'ont aussi utilisé comme zone de refuge lorsque leur vie ou leurs intérêts étaient menacés. Les archives de l'AGCA témoignent de la quasi-inexistence de contrôle étatique dans le nord-ouest guatémaltèque.

Les populations indiennes ou *ladinas* pauvres entretiennent depuis longtemps des relations étroites avec leurs voisins chiapanèques. Elles ont l'habitude de partir travailler dans les plantations de l'État limitrophe, de commercer avec ses populations (même si cette pratique leur est théoriquement interdite). Ces communautés sont donc insérées dans un espace économique régional commun.

Enfin, le relatif bon accueil fait aux réfugiés guatémaltèques dans la décennie quatre-vingt par les Mexicains du Chiapas tend à montrer que les liens communautaires transfrontaliers ont perduré.